

COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX



COMMISSAIRE À LA LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE AU CAHIER DU MSP	PAGE
1	Voyages hors Québec		1
2	Sommes dépensées pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes		3
3	Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), articles promotionnels et commandites		4
4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements		5
5	Liste des dépenses en formation de communication		6
6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats (moins de 25 000\$) octroyés par un ministère ou un organisme		8
7	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme	MSP	
8	Nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme		12
9	Projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère	MSP	
10	Hébergement de données en infonuagique	MSP	
11	Montants de diverses dépenses (photocopie, mobilier de bureau, ameublement, décoration et embellissement, distributeurs d'eau de source, frais de transport, d'hébergement et de repas, frais d'alcool et de fêtes, congrès, colloques, perfectionnement ou ressourcement)		13
12	Montants de diverses dépenses reliées à la téléphonie et l'informatique (téléphonie cellulaire, tablettes électroniques, ordinateurs portables, etc.)		14
13	Diverses questions sur les ressources humaines		15
14	Diverses questions relatives aux départs à la retraite		25
15	Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère et les organismes		26
16	Liste des actifs excédentaires inoccupés		27
17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés		28
18	Liste du personnel de cabinet du ministre	MSP	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE AU CAHIER DU MSP	PAGE
19	Liste des sommes d'argent versées à même le budget discrétionnaire	MSP	
20	Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère		29
21	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi		30
22	Nombre d'occasionnels mis à pied		31
23	Personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes	MSP	
24	Liste de tous les abonnements et le coût de chacun		32
25	Sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre		33
26	Détail pour chaque site Internet (concepteur, coûts, responsable, fréquence de mise à jour, etc.)		34
27	Les dépenses effectuées pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec	MSP	
28	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres	MSP	
29	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation		35
30	Détail des crédits périmés et reportés et prévisions		36
31	Inventaire complet des services tarifés offerts aux citoyens et les tarifs exigés, le coût unitaire, les revenus autonomes pour les trois dernières années et les projections selon la Politique de financement des services publics		37
32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024		38
33	Sommes reçues et les prévisions en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement		39
34	Pour chaque ministère et organisme, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis		40
35	Pour chaque cabinet ministériel, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis	MSP	
36	Montant total et ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat		41
37	Pour chaque ministère ou organisme, fournir le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire		42
38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024		43

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE AU CAHIER DU MSP	PAGE
39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement		44
40	Dépenses en informatique	MSP	
41	Taux d'absentéisme par catégorie d'emploi		45
42	Nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle		46
43	Sondages d'opinion réalisés par le ministère ou les organismes		47
44	Pourcentage des dépenses publicitaires réalisées		48
45	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme		49
46	Transfert d'emplois gouvernementaux en région		50
47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024		51
48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable		52
49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022		53
50	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse		54
51	Bénéficiaires des mesures de télétravail ou de travail à distance		55
52	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail		56

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE AU CAHIER DU MSP	PAGE
53	Mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale		57
54	Contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie		58
55	Contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation		59
56	Montants alloués à la rémunération des stages		60
57	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans		61
58	Nombre et valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils		62
59	Montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19		63
60	Dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature		64
61	Montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois		65
62	Valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que proportion du travail effectué par des sous-traitants		66
63	Valeur totale des services tarifés ventilés par catégorie		67
64	Valeur des actifs possédés; meubles et immeubles		68
65	Coûts de système estimés depuis 5 ans		69
66	Contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics		70
67	Informations concernant les demandes d'accès à l'information		71
68	Nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée		72

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX – OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE AU CAHIER DU MSP	PAGE
69	Liste des personnes et mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes		73
Annexe - Liste des sites Internet			74

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 1 : Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'UPAC en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18)¹. En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

DATES DE DÉBUT ET DE FIN	ENDROIT	OBJET DU DÉPLACEMENT	COÛT (\$)
16-11-2022 au 17-11-2022	Toronto, Ontario	Participer à Toronto Day of dialogue, première journée anticorruption au Canada regroupant plusieurs experts de l'industrie, des gouvernements, des sociétés civiles et académiques	1 031
16-11-2022 au 17-11-2022	Toronto, Ontario	Participer à Toronto Day of dialogue, première journée anticorruption au Canada regroupant plusieurs experts de l'industrie, des gouvernements, des sociétés civiles et académiques	996
03-12-2022 au 11-12-2022	Vancouver, Colombie-Britannique	Sommet de l'ACCP sur l'information et la technologie – Réussir en période de perturbation (Adaptation, Innovation et Modernisation)	1 912
07-11-2022 au 10-11-2022	Vancouver, Colombie-Britannique	Conférence sur les dénonciateurs et l'intégrité publique	1 369
24-04-2023 au 27-04-2023 ²	Winnipeg, Manitoba	Colloque « Un leadership éthique : Gestion par conception ». L'objectif est de discuter du comportement éthique et des influences organisationnelles dans un milieu policier. L'objectif est également le partage d'expérience et la possibilité de nouer des relations avec d'autres corps de police au Canada.	628

29-04-2022 au 09-05-2022	Turin, Italie	Colloque : Contrôle et audit des marchés publics - lutte contre la fraude et la corruption	261
14-10-2022	Ottawa, Ontario	Regional Intelligence Meeting	9
TOTAL			6 206

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet en annexe.

² Bien que ce voyage hors Québec ait lieu en 2023-2024, il figure au tableau puisque les frais associés ont été imputés au budget 2022-2023.

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 2 : Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'UPAC en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17)¹.

DATES DE DÉPART ET DE RETOUR	OBJET DU DÉPLACEMENT	DESTINATION	COÛT (\$)
S/O	S/O	S/O	S/O

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet en annexe.

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 3 : Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour 2022-2023

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'UPAC en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)¹.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère de la Sécurité publique¹. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

OBJET DE LA PUBLICITÉ OU ARTICLE PROMOTIONNEL	FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	COÛT (\$)
Diffusion des communiqués de presse	Communication CNW	Regroupement d'achats	1 274
Drapeaux personnalisés	Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Gré à gré	1 077
Bloc-notes et crayons en plastique personnalisés	Événements EPS inc. (Boite Smart)	Gré à gré	2 630
Conception graphique d'un visuel pour un tissu de comptoir	L'Infographe	Gré à gré	165
Caisson transformable en comptoir avec visuel imprimé et plateau en bois pliable	Pogz inc.	Gré à gré	763
Promotion sur internet	Facebook	Gré à gré	70
Fabrication de plusieurs articles personnalisés	Trophées Fortin [1986] inc.	Gré à gré	1 580
TOTAL			7 558

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet en annexe.

Note 1 : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

Note 2 : Certaines dépenses de gré à gré sont conclues à la suite de demandes de soumissions à plusieurs fournisseurs (par le service concerné).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 4 : Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)

DESCRIPTION (CONFÉRENCE DE PRESSE, ÉVÉNEMENT MÉDIATIQUE, AUTRE)	OBJET	FOURNISSEUR	COÛT (\$)
Conférence de presse annuelle 20 décembre 2022	Présentation publique du rapport annuel de gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption (obligation en vertu de l'article 25 de la Loi concernant la lutte contre la corruption).	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1 498

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 5 : La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère, l'organisme, un professionnel ou une firme externe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'UPAC en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23)¹.

FOURNISSEUR (MINISTÈRE / ORGANISME / FIRME)	BUT VISÉ	COÛT (\$)
Technologia Formation	Conversations difficiles : les mener en toute confiance	1 170
Technologia Formation	Relations professionnelles : communiquer efficacement en toutes circonstances	850
Technologia Formation	Rédaction d'affaires: réviser et améliorer ses textes avec Antidotes	460
UQAM	Évaluation et mesure des campagnes de communication	1 700
UQAM	Le plan de communication : un levier de réussite et de développement	718
Accent Formation	Perfectionner ses constructions de phrases	495
Accent Formation	Rédaction de rapports et de notes stratégiques	585
Accent Formation	Rédaction de rapports et de notes stratégiques	585

Accent Formation	Rédaction de rapports et de notes stratégiques	585
Accent Formation	Rédaction de rapports et de notes stratégiques	395
Centre Microbur inc.	Rédiger avec efficacité et simplicité	415
Groupe Infopresse inc.	Développez vos habiletés de rédaction et conception	699
HEC Montréal	Communications : prévenir et gérer les crises	995
Tact intelligence-conseil inc.	Conseil sur les communications et les affaires publiques	2 666
Total		12 318

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet en annexe.

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 6 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec¹. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère de la Sécurité publique¹.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN CONTRAT DE SERVICES	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	OBJET	COÛT (\$)
9117-6479 Québec inc. (Relocalisation Quali-T-Plus inc)	Regroupement d'achats	Services de déménagement de biens meubles en interne	2 374
9379-5425 Québec inc	Gré à gré	Services de conférencier	3 068
Accent formation	Gré à gré	Divers programmes de formation (plusieurs participants)	2 645
Administration portuaire de Montréal	Gré à gré	Cartes d'accès au bâtiment du port de Montréal	2 753
Alexandre Maître Traiteur inc.	Gré à gré	Services de traiteur pour plusieurs événements	1 553
Alia conseil inc.	Gré à gré (appel de soumissions)	Diagnostic organisationnel de la Direction de l'administration	18 627
Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)	Gré à gré	Cotisations et colloques (plusieurs participants)	4 175
Association des directeurs municipaux du Québec	Gré à gré	Location d'espace pour une exposition au congrès annuel 2023	2 390
Barreau du Québec	Gré à gré	Divers programmes de formation (plusieurs participants)	1 299

Canadian Association of Chiefs of Police	Gré à gré	Divers colloques (plusieurs participants)	2 830
Cliniques Telus Santé inc.	Gré à gré	Visites médicales préemploi des policiers	9 591
CNW Group Ltd.	Gré à gré	Abonnement au service Eurêka.cc	23 384
CNW Group Ltd.	Gré à gré	Licence de redistribution pour 51 utilisateurs	4 226
Communication CNW (Communication CNW Québec inc.)	Regroupement d'achats	Diffusion des communiqués de presse	1 274
Corporation de l'école polytechnique de Montréal	Gré à gré	Formation professionnelle (plusieurs participants)	17 835
Le Courrier parlementaire (Publication Mass-Média inc.)	Gré à gré	Abonnement annuel au Courrier parlementaire	2 100
Drapeaux et bannières l'Étendard inc.	Gré à gré	Fabrication de drapeaux personnalisés	1 077
École de technologie supérieure	Gré à gré	Divers programmes de formation (plusieurs participants)	1 974
École nationale d'administration publique (ENAP)	Gré à gré	Divers programmes de formation (plusieurs participants)	6 625
Ernst & Young s.r.l. / s.e.n.c.r.l.	Gré à gré	Traitement et hébergement de données	17 790
Événements EPS inc. (Boîte Smart)	Gré à gré	Fabrication de plusieurs articles personnalisés	2 630
Eventbrite (via Mastercard)	Gré à gré	Divers programmes de formation (plusieurs participants)	1 930
Fédération québécoise des municipalités locales et régionales [FQM]	Gré à gré	Location d'espace pour une exposition au Salon d'affaires municipales	3 900
Groupe conseil CFC Inc.	Gré à gré	Formation professionnelle (plusieurs participants)	1 969
HEC Montréal	Gré à gré	Divers programmes de formation (plusieurs participants)	11 724
Hôtel et suites Le Dauphin Drummondville	Gré à gré	Organisation d'une rencontre du Service des enquêtes (location de salle, repas et hébergements)	3 217

Hôtel Verso	Gré à gré	Organisation d'une réunion stratégique du Forum des gestionnaires (location de salle, repas et hébergements)	10 203
L'Infographe	Gré à gré	Diverses conceptions graphiques et impressions	1 997
KeyNorth Group	Gré à gré	Formation professionnelle (plusieurs participants)	1 326
Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l.	Gré à gré	Services conseil juridique	6 450
Lexisnexis Canada inc.	Gré à gré	Licences de consultations juridiques	4 896
Marketing Léger inc.	Gré à gré	Suivi de 5 indicateurs clés sur la notoriété et l'image de l'UPAC auprès de la population du Québec	10 000
Mortagne hôtel et congrès (via Mastercard)	Gré à gré	Organisation d'événement (location de salle et repas)	1 633
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Gré à gré	Formation professionnelle (plusieurs participants)	1 208
P.O.B. sténographes officiels	Gré à gré	Services de sténographie	13 307
Paladin Technologies	Gré à gré	Services techniques	3 570
Photographes Commercial	Gré à gré	Session de photographie corporative	2 760
Pro-Actif	Gré à gré	Conception graphique de divers documents	3 789
Productions Sync inc., Les	Gré à gré	Sonorisation et éclairage pour la Cérémonie de reconnaissance	2 150
Promotions Hannah inc.	Gré à gré	Conception et fabrication de badges	4 267
Purolator inc.	Regroupement d'achats	Services de messagerie	1 108
Réseau Intersection	Gré à gré	Séminaire (plusieurs participants)	1 500
Sébastien Meilleur Formation	Gré à gré	Formation professionnelle (plusieurs participants)	3 022

Slido (via Mastercard)	Gré à gré	Abonnement aux licences de télévotants pour la prévention	2 580
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Gré à gré	Abonnement et accès à une base de données juridiques	3 139
Tact intelligence-conseil inc.	Gré à gré	Conseil sur les communications et les affaires publiques	2 666
Technologia Formation	Gré à gré	Divers programmes de formation (plusieurs participants)	4 320
Texprim	Gré à gré	Plusieurs impressions (cartes professionnelles et certificats)	1 421
The Blockchain Intelligence Group. (via Mastercard)	Gré à gré	Formation professionnelle	1 351
Trophées Fortin [1986] inc.	Gré à gré	Fabrication de plusieurs articles personnalisés	1 580
Université de Montréal	Gré à gré	Test d'aptitudes physiques pour les policiers	8 750
Université du Québec à Montréal, Service de formation continue	Gré à gré	Divers programmes de formation (plusieurs participants)	2 418
Vidéotron Itée	Gré à gré	Services de câblodistribution	7 699

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet en annexe.

Note 1 : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

Note 2 : Le détail des contrats de formation est présenté dans le cahier de renseignements particuliers.

Note 3 : Certaines dépenses de gré à gré sont conclues à la suite de demandes de soumissions à plusieurs fournisseurs (par le service concerné).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 8 : La liste des consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère de la Sécurité publique¹.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 11 : Montants, pour l'année 2022-2023, de diverses dépenses.

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Dépenses de photocopie ¹	S/O
Mobilier de bureau et ameublement ²	22 102
Décoration et embellissement	S/O
Distributeur d'eau de source ³	1 005
Remboursement de frais de transport, d'hébergement et de repas ^{4 5}	681 850
Ensemble des dépenses de participation à des congrès, colloques, perfectionnement et ressourcement ⁶	699 344
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	S/O

Note : Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

¹ La location des photocopieurs et le remplacement des consommables sont payés par le ministère de la Sécurité publique. Veuillez vous référer au cahier de renseignements généraux du ministère.

² Ces dépenses sont liées à l'aménagement du 2e étage du 2100 Pierre-Dupuy qui accueille maintenant le Service de la vérification de l'intégrité des entreprises (SVIE). Certains montants de la QG-6 sont inclus dans la présente fiche.

³ Il s'agit plutôt d'une location de filtreur d'eau utilisant l'alimentation en eau courante des locaux du Commissaire à la lutte contre la corruption (la dépense est incluse).

⁴ Plus de 60 % du coût s'explique par la location d'une flotte automobile au Centre de gestion de l'équipement roulant (CGER) utilisée par les membres des unités désignées et du personnel du CLCC dans le cadre d'enquêtes, de vérifications d'intégrité des entreprises, de séances de prévention en matière de corruption et de gestion du risque.

⁵ Comprend également les frais de déplacement associés aux formations.

⁶ Comprend également les frais de formation des policiers dont les services sont prêtés. Il y a un montant de 114 673 \$ facturé par l'ENPQ pour le développement d'une formation pour les nouveaux policiers embauchés selon la nouvelle voie d'accès.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 12 : Montants, pour l'année 2022-2023, de diverses dépenses reliées à la téléphonie et à l'informatique.

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'UPAC en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25)¹.

TYPE DE DÉPENSE	COÛT (\$)
Coûts des frais d'itinérance	181
Coût lié aux dépassements des forfaits de données	-
Coûts de résiliation	-

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet en annexe.

Note : Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 13 A) ET B) : Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en 2022-2023

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 13 C), E) ET F) : Congés de maladie / heures de travail supplémentaires et vacances pour l'exercice financier 2022-2023

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : **ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

QUESTION 13 D)	Réserves de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et de 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi
-----------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
--

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 13 G)

Réserves de vacances de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et de 100 jours et plus et leur valeur estimée par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 13 H) L) M) N) : Diverses informations sur les ressources humaines

H) Nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers L) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires M) Le nombre d'employés permanents et temporaires N) Le nombre de départs volontaires ventilés par raison du départ	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
--	---

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 13 I): Évolution des effectifs réguliers par leur territoire habituel de travail

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 13 J) : Évolution du nombre d'emplois professionnels de complexité supérieure

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 13 K) : Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 13 O) : Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi

1

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

Un poste cadre a été évalué à la hausse avec ajout de responsabilités. Ainsi, un poste a été aboli, mais un autre a été créé.

Notez qu'en vertu de l'article 36 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères et organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État, le Commissaire à la lutte contre la corruption n'est pas assujéti à celle-ci.

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 13 P) : L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 13 Q) : Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes pour l'année 2022-2023, le nombre de postes vacants ventilés par région

RÉGION	NOMBRE DE POSTES VACANTS
Bas-St-Laurent	
Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Capitale-Nationale	1
Mauricie	
Estrie	
Montréal	44
Outaouais	
Abitibi-Témiscamingue	
Côte-Nord	
Nord-du-Québec	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
Chaudière-Appalaches	
Laval	
Lanaudière	
Laurentides	
Montréal	
Centre-du-Québec	
TOTAL	45

Note : Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

Source : GIR : Suivi des postes et de l'effectif

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 14 : Nombre de départs à la retraite en 2022-2023, nombre de remplacements effectués en application du plus récent PGRH, nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

A - Nombre de départs à la retraite en 2022-2023

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

B - Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

S.O.

C - Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats¹.

3

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

Source : GIR : Étude des crédits RH - Départs - version 1.1.

¹ Les données incluent les retraités des secteurs public, parapublic et municipal.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 15 : Liste des baux pour les espaces occupés par le ministère

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'UPAC en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27)¹.

Usage de l'espace occupé	Adresse	Nom du locateur	Propriétaire de l'espace loué	Durée du bail	Superficie louée (m ²)	Loyer mensuel (\$)	Aménagements depuis le 1 ^{er} avril 2022 (\$)	Coûts de résiliation
Bureau	2100 avenue Pierre-Dupuy Aile 2, Montréal	Société québécoise des infrastructures	Port de Montréal	En vigueur à compter du 01.04.2022	4 263,89	92 765	81 785	0

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet en annexe.

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 16 : Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;**
- b) La valeur estimée de ceux-ci;**
- c) Les coûts d'entretien annuel;**
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 17 : Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés.

Réaménagement des bureaux :	- \$
Travaux de réaménagement ¹ :	- \$
Travaux de câblages :	- \$
Total	- \$

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

¹ Travaux pris en charge par la SQL.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 20 : Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi, rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère

ASSIGNATION HORS STRUCTURE		POSTE OCCUPÉ (APRÈS ASSIGNATION HORS STRUCTURE)	ASSIGNATION INITIALE	TRAITEMENT (\$)
DÉBUT	FIN			
TOTAL				
S/O				

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 21 : Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 22 : Nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé en 2022-2023

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 24 : Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) pour 2022-2023

NOM OU TITRE	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Abonnement - Brochures, journaux, livres et publications	Le Courrier parlementaire	2 100
Revue de presse	Référence Média	41 100
Abonnement annuel sur le Réseau d'Information Municipale	Jaguar Média inc.	575
Licences de consultations juridiques	Lexisnexis Canada inc.	4 896
Abonnement numérique corporatif à la revue Gestion	Gestion, revue internationale de gestion	250
Accès à une base de données municipales	JLR Solutions Foncières	41 200
Abonnement - Juridique électronique	SOQUIJ	2 934
Livres - Brochures - Cartes - Publications - Volumes	Thomson Reuters Canada Limitée	764
Abonnement aux magazines et la mise à jour	Earlscourt Legal Press Inc.	359
Abonnement RH	Boostalab	19
Abonnement plateforme formation	Pluralsight, LLC	532
Accès au service Eureka	CNW Group Ltd.	23 384
Total		118 114

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 25 : Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturel, les billets d'événement et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre

	COÛT (\$)
Achat de billets de saison	S/O
Billets de spectacles ou événements sportifs et culturels	S/O
Réservation de loges	S/O
Billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce	S/O
Frais payés pour devenir membre d'un club privé ou autre	S/O

Note : Pour la période du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 26 : Détails pour chaque site Internet de l'organisme

Site de l'Unité permanente anticorruption

Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site	Le site a été conçu en 2011 par le ministère de la Sécurité publique (MSP) en collaboration avec le Commissaire à la lutte contre la corruption (CLCC). Contrats (2011) : Le CSPQ (Les Dompteurs de souris), les Services Verbatim et Zengo.
Coûts de la construction du site	En 2011-2012, la construction du site a coûté 31 584\$. En 2022, les coûts de mise à jour du site Internet de l'UPAC ont été assumés par le MSP.
Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour	Les mises à jour sont effectuées à l'interne par le CLCC et le MSP. Par contre, l'hébergement et les coûts qui y sont associés sont assumés entièrement par le MSP.
Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	Le site a été revampé au cours de l'exercice 2013-2014, pour la première fois depuis sa création en 2011. La firme ZEL AGENCE DE COMMUNICATION a bonifié et amélioré l'aspect visuel du site. Le coût de l'amélioration a été de 1 940 \$. Les critères qui ont justifié les changements étaient : le respect des normes du SCT en matière d'accessibilité, l'évolution des technologies (tablettes) et l'attractivité du site, notamment pour rendre le site mobile. Il y a eu une refonte en 2022-2023 du site internet. Les critères qui justifient les changements sont : l'amélioration de la structure du site Web et de sa convivialité, la révision de la facture graphique afin de la rendre conforme à la nouvelle identité visuelle de l'UPAC, l'amélioration du formulaire de dénonciation des actes répréhensibles et la mise à jour autonome du site Web par le CLCC (sans recours à des experts). La refonte a été réalisée à l'interne par des ressources du MSP et du CLCC.
Les coûts liés à la réservation de noms de domaine	Aucune donnée enregistrée pour 2022-2023.

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 29 : Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 30 : Détail des crédits périmés et reportés par année budgétaire, et ce, pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 31 : Inventaire complet des services tarifés, le coût unitaire, les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc) pour les trois dernières années et les projections pour 2023-2024

Le Commissaire à la lutte contre la corruption n'offre pas de services ou de biens tarifés.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 32 : Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 33 : Sommes reçues en 2022-2023 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement

PROGRAMME À FRAIS PARTAGÉS / DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION	MONTANT REÇU (\$)
S/O	-

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 34 : Montant total et ventilation par catégories d'emplois des primes au rendement et des bonis

	MONTANT REÇU (\$)
S/O	-

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 36 : Montant total et ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant les montants versés pour bris de contrat

	MONTANT REÇU (\$)
S/O	-

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 37 : Pour chaque ministère et organisme, fournir pour l'année 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 38 : Coûts de reconduction des programmes existants: liste exhaustive des programmes existants à la fin de l'année 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 39 : Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 41 : Pour 2022-2023, le taux d'absentéisme par catégorie d'emploi

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 42 : Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle.

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation	Nombre 2022-2023
Ordre des comptables agréés	3
International Association of Crime Analysts (IACA)	10
l'International Association of Law Enforcement Intelligence Analysts	3
Association of certified fraud examiners	1
Association of International Certified Professional Accountants	3
Association des archivistes du Québec	2
Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)	5
Barreau du Québec	3
Ordre des psychologues	2
Francopol-Réseau international francophone de formation policière	1
The Association of International Certified Professional Accountants (AICPA)	1
Canadian Association of Chiefs of Police (CACP)	2
TOTAL	14 110

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 43 : Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisée par le ministère ou l'organisme, indiquer: a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.	
FIRME RETENUE	COÛTS (\$)
Marketing Léger inc.	10 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 44 : Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

	%	Coûts
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;	S/O	S/O
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	5,20	70

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 45 : Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

S/O

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 46 : Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:
a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 47: Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024;

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet de l'UPAC¹.

BUDGET PRÉVU	SOMMES INVESTIES	ÉTAT D'AVANCEMENT
0	0	L'état d'avancement des mesures prévues par le Commissaire à la lutte contre la corruption sera publié dans son Rapport annuel de gestion 2022-2023.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet en annexe.

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 48 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable;

Le plan d'action en matière de développement durable est disponible sur le site Internet de l'UPAC¹.

BUDGET PRÉVU	SOMMES INVESTIES	ÉTAT D'AVANCEMENT
0	0	L'état d'avancement des mesures prévues par le Commissaire à la lutte contre la corruption sera publié dans son Rapport annuel de gestion 2022-2023.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 49 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022;

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 50 : Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 51 : **Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :**

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;**
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;**
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;**
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante :
https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 52 : Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Le Commissaire à la lutte contre la corruption a dépensé 578,97 \$ pour deux remboursements.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 53 : **Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :**
a) Les sommes dépensées;
b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Il n'y a pas de mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale pour 2022-2023. Quant au Programme d'aide aux employés (PAE), il est administré par le ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 54 : Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère de la Sécurité publique¹.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet en annexe.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 55 : Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

- a) Copie du contrat;**
- b) Date de fin prévue du contrat;**
- c) Valeur prévue du contrat;**
- d) Sommes dépensées à ce jour.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère de la Sécurité publique¹.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet en annexe.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 56 :	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.
----------------------	--

	NOMBRE ET COÛTS
a) Nombre de stagiaires reçus;	0
b) Heures de stages effectués;	0
c) Rémunération totale déboursée.	0

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 57 : Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère de la Sécurité publique¹.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet en annexe.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 58 : Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère de la Sécurité publique¹.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet en annexe.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 59 : Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2021 et 2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 60 : Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 61 : Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

AMENDES (\$)¹	
Montant global²	67 958

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

¹ Il s'agit des amendes imposées par les tribunaux découlant des enquêtes criminelles et pénales menées par le Service des enquêtes du Commissaire à la lutte contre la corruption (Code criminel (L.R.C. (1985), c. C-46), Loi sur les contrats des organismes publics (c. C-65.1) et Loi sur la santé publique (c. S-2.2)). En matière criminelle, il s'agit des amendes, suramendes et dédommagements.

² Ces données excluent les amendes imposées par les tribunaux découlant des activités des équipes désignées de l'UPAC.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 62 : Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère de la Sécurité publique¹.

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 63 : Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

Le Commissaire à la lutte contre la corruption n'offre pas de services tarifés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 64 : Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Actifs immeubles La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.	S/O
Actifs meubles La réponse à cette question comprend le total des dépenses effectuées pour l'achat de mobilier de bureau et d'ameublement depuis juin 2014, sans tenir compte de la valeur nette actuelle ni du surplus mis à la disposition d'autres ministères. Les autres actifs meubles ne sont pas évalués.	376 598,72 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 65 : Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 66 : Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec¹.

FOURNISSEUR	OBJET DU CONTRAT	MODE D'OCTROI DES CONTRATS	MONTANT du contrat incluant le supplément (\$)
S/O			

¹ Veuillez vous référer à la liste des sites Internet en annexe.

Note : Pour la période du 1er avril 2022 au 28 février 2023.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 67 : Informations concernant les demandes d'accès à l'information

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 68 : Pour 2022-2023, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée
--

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.04 - COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

QUESTION 69 : La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

NOM DES PERSONNES	MANDAT DES COMITÉS	HONORAIRES (\$)
S/O		

ANNEXE : LISTE DES SITES INTERNET POUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION

- **SITE DE L'UPAC**
<https://www.upac.gouv.qc.ca/>
- **SITE DE L'UPAC – DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES**
<https://upac.gouv.qc.ca/decouvrir-upac/documentation/diffusion-depenses>
- **SITE DU MSP – RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION**
<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique/acces-information/depenses-du-ministere-de-la-securite-publique>
- **SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (SEAO)**
<https://m.seao.ca/index.aspx>